

Tant l'UE que les États membres sont complètement fauchés

Le 16 juillet 2023 par Alastair Crooke https://thealtworld.com/alastair_crooke/lavish-eu-aid-packages-are-over-the-green-deal-is-first-casualty



Comme l'a explicitement indiqué Mme Von der Leyen, les États membres de l'UE devront faire des contributions complémentaires au budget de l'UE, à hauteur de 66 milliards d'euros au total, afin de pouvoir passer le cap de 2023 (Source almayadeen.net)

Les somptueux programmes d'aide de l'UE sont «terminés»: Le «Green Deal» en est le premier dommage collatéral. Le «Green Deal» de l'UE devait coûter 620 milliards d'euros. Tout le monde était d'accord. Cependant, comme le rapporte Eurointelligence (<https://www.eurointelligence.com/>) [Eurointelligence est un service spécialisé dans l'actualité et l'analyse de l'UE et de la zone euro, NdT], il se retrouve aujourd'hui pratiquement sans financement, en raison de l'aide «somptueuse» accordée à l'Ukraine.

La Commission ne dispose plus que de tout juste 82,5 milliards d'euros. Des clopinettes! Le programme vert devrait donc disparaître de la scène politique. La semaine dernière, le président Macron (prenant en compte les réalités économiques) a commencé à revenir sur les mesures vertes : L'Europe, a-t-il dit, « est allée bien assez loin ».

Cette semaine, le Parti populaire européen envisageait; semble-t-il, de retirer son soutien au « Green Deal » de la Commission européenne, lequel comprend, entre autres, un objectif européen d'élimination des émissions nettes carbone d'ici 2050. Pourtant, pas plus tard qu'en 2020, les États membres de l'UE se mettaient d'accord concernant un budget septennal de 1,1 milliard de milliards d'euros.

Deux ans plus tard, cette somme a déjà été allouée, et ce, cinq ans avant le temps. «Deux ans seulement après l'accord sur le budget septennal, Bruxelles est à court d'argent», a souligné le Premier ministre Viktor Orbán (https://twitter.com/PM_ViktorOrban): «Comment est-ce possible? Où en est l'économie? Où est l'argent?»

Il semble que la Commission ait déjà dépensé tous les fonds de réserve alloués pour le budget septennal de l'UE (un montant total de 30 milliards d'euros de réserves) qui devait durer jusqu'en 2027. Cela veut dire que les ministres des finances de l'UE devront verser de nouvelles contributions au budget communautaire, a déclaré la présidente de la Commission, Mme Von der Leyen.

Où est passé l'argent? (Orbán connaît bien sûr la réponse): «Tant que cette guerre [l'Ukraine] fait rage, nous avons prélevé sur le budget de l'UE les 30 milliards d'euros [c'est-à-dire la totalité de la réserve] pour soutenir financièrement l'Ukraine... Ces [réserves] sont maintenant épuisées». Aujourd'hui, comme l'a clairement indiqué Mme Von der Leyen, les États membres de l'UE doivent faire des contributions supplémentaires, à hauteur de 66 milliards d'euros, au budget de l'UE - simplement pour passer le cap de 2023.

Or, sur ces 66 milliards d'euros supplémentaires, 50 milliards d'euros ont déjà été affectés à des prêts et des subventions pour l'Ukraine (en plus des 72 milliards d'euros déjà accordés à Kiev depuis le début de l'opération militaire russe en Ukraine en février dernier), et 15 milliards d'euros sont affectés à des programmes en faveur des migrants et des réfugiés. Seul un milliard d'euros est réservé à l'amélioration de la compétitivité de l'UE.

Et ce n'est là que la «moitié du problème», parce que le prochain grand défi, selon Mme Von der Leyen, est de savoir comment soutenir l'Ukraine jusqu'en 2027. Le commissaire au budget, Johannes Hahn, a déjà fait le tour des capitales pour demander plus d'argent dès maintenant, mais aussi beaucoup plus pour la période 2024-2027.

Madame la Présidente veut 72 milliards d'euros de plus (à raison de 18 milliards d'euros par an) pour financer le budget de l'Ukraine et ses besoins en infrastructures de 2024 à 2027. C'est la première fois que la Commission européenne est contrainte d'implorer les États membres de l'UE de lui fournir des fonds supplémentaires après seulement deux ans d'un budget septennal.

Le cadre des dépenses de l'UE est confirmé tous les sept ans, la dernière fois en juillet 2020. Les modifications du budget de l'UE sont «censées» être approuvées par une décision unanime de tous les États membres. La Hongrie, pour sa part, se demande si la règle de l'unanimité sera respectée.

Le ministre allemand des finances, Christian Lindner, a déclaré au journal *Die Welt* le 16 juin que l'Allemagne ne pouvait pas se permettre d'abonder davantage au budget de l'UE: «Compte tenu des coupes nécessaires dans notre budget national, nous ne sommes actuellement pas en mesure de verser de contributions complémentaires au budget de l'Union européenne», a déclaré Lindner à des journalistes à Bruxelles, ajoutant que d'autres États membres avaient fait le même constat.

À la fin du mois de mai, Lindner a fixé des objectifs stricts d'économie pour les ministères allemands afin de combler le déficit financier actuel de l'Allemagne se montant à 20 milliards d'euros. Depuis, Lindner a quelque peu assoupli son approche de l'austérité. Les réductions sont controversées et les discussions sur le financement complémentaire du budget de l'UE ne sont pas terminées, a souligné le bureau du chancelier Olaf Scholz.

Lindner a expliqué que si l'UE avait atteint le maximum de son budget à long terme pour la période allant jusqu'en 2027, c'était en grande partie en raison des aides généreuses accordées à l'Ukraine. Lindner a expliqué que, bien que l'Allemagne soit traditionnellement le plus grand contributeur du bloc, elle avait été contrainte de procéder à des réductions, en raison de la contraction de son économie.

Après une décennie d'augmentation des dépenses, le gouvernement allemand a adopté des mesures pour réduire son budget de 30,6 milliards d'euros pour l'année prochaine, ce qui va affecter des domaines allant de la santé à la garde d'enfants en passant par les transports publics, ce qui a déclenché des batailles politiques féroces au sein de la coalition gouvernementale et au-delà des clivages politiques.

L'explosion de la dette publique suite à la pandémie de coronavirus et à la crise énergétique déclenchée par la guerre de la Russie en Ukraine signifient que des réductions drastiques sont désormais inévitables, a déclaré le ministre des finances, Lindner. Il a insisté sur le fait que le pays reviendrait à des politiques budgétaires plus strictes qui seraient conformes au mécanisme de frein à l'endettement inscrit dans la constitution du pays et qui impose un plafonnement des dépenses.

Comme toujours, ce sont les dépenses de guerre qui finissent par faire implorer les empires! On peut se demander combien de citoyens de l'UE sont pleinement conscients de l'ampleur des dépenses de Von der Leyen en faveur de l'Ukraine. En fin de compte, ils seront bien évidemment les seuls à devoir en assumer les coûts.